

N° DP 24/912

DECISION DU PRESIDENT

MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE DEUX POSTES D'AMARRAGE AU PROFIT DE LA FEDERATION FRANCAISE DE VOILE AU PORT DE LA MADRAGUE DE GIENS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement général de police dans les ports maritimes de commerce et de pêche instauré par le décret n°2009-877 du 17 juillet 2009,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté n° AP 20/91 du 30 juillet 2020 portant règlement particulier de police du port de la Madrague de Giens,

VU la demande par courrier en date du 15 mai 2023,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation du 28 novembre 2023,

VU le projet d'autorisation d'occupation, ci annexé,

CONSIDERANT que la Fédération Française de Voile (FFVoile) assure la gestion des disciplines liées à la voile au niveau national,

CONSIDERANT que le pôle kitesurf située à Hyères, association sportive de haut niveau, reconnue par le ministère des sports et partie intégrante du plan de performance fédérale de la FFVoile, accompagne et entraîne l'élite française ainsi que les jeunes espoirs de kitesurf,

CONSIDERANT que, Madame Ariane IMBERT, Entraîneur national de Kitefoil et coordinatrice du pôle espoir de Hyères a sollicité la Métropole TPM afin de bénéficier de deux postes d'amarrage au port de la Madrague, dans un souci d'optimisation des entraînements de l'Equipe de France et du pôle Espoirs, qui se déroulent sur le site de l'Almanarre à proximité immédiate du port,

CONSIDERANT que la mise à disposition des postes participe au soutien logistique de l'entraînement de nos athlètes, et contribue à la mise en valeur et au rayonnement du sport nautique de haut niveau sur le territoire Métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER la Fédération Française de Voile, en particulier le pôle espoir de Kitesurf de Hyères (83400) à disposer de deux postes d'amarrage annuels « associations sportives et de loisirs » sur le domaine public portuaire de la Madrague de Giens.

ARTICLE 2

DE DIRE que la mise à disposition des postes d'amarrages est estimée au tarif public « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage du port de la Madrague applicables au 1^{er} janvier 2024 – Titre A-I.1 », à 1 716,80 € TTC (Mille sept cent seize euros quatre-vingts centimes).

ARTICLE 3

DE DIRE que, considérant la contribution au rayonnement sportif de haut niveau et en particulier à celui des disciplines liées à la voile sur le territoire Métropolitain, cette mise à disposition est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence comptable sur le budget des ports Métropolitains BA 15.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 OCT. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



512 OCT 5054

Équipe de France de Kitefoil / Pôle Espoirs Kitesurf de Hyères

Hyères, le 15 Mai 2023

N/Réf. : 202203031

Suivi technique : Ariane Imbert, Entraîneur National, coordinatrice du pôle espoir kitesurf de Hyères

Objet : demande d'un poste annuel au Port de La Madrague, et d'un autre occasionnel

Monsieur,

Je suis Ariane Imbert, Entraîneur national de l'Équipe de France de Kitefoil pour les JO 2024, qui se dérouleront sur le plan d'eau de Marseille.

Je suis en parallèle créatrice et coordinatrice du Pôle Espoirs de Kitesurf de Hyères, qui a détecté, formé de nombreux champions, comme à ce jour Axel Mazella, Alexia Fancelli, Lauriane Nolot, Arthur Lhez, Théo de Ramecourt, Maxime Nocher, Héloïse Pegourié, Jessie Kampman... Chacun d'entre eux sont titrés au niveau international, et National (multiples Champions du Monde, d'Europe et de France). Ils sont tous en équipe de France ou dans le Groupe France, et donc en préparation Olympique pour 2024. Nos champions (Hyérois / Région Sud) représentent à ce jour 8 athlètes sur 11 de notre potentiel médaillable Français en kite pour les jeux de Paris.

Aujourd'hui, Lauriane Nolot et Axel Mazella sont sélectionnés pour le test event à Marseille en Juillet 2023. Tous les deux, licenciés à Hyères au HKA, ont de fortes chances de se sélectionner pour les jeux et de ramener la médaille à la maison.

Nous nous entraînons depuis de nombreuses années sur le bassin Hyérois, notamment dans la baie de l'Almanarre, Spot mythique des sports de glisses.

A ce jour, nous rencontrons des difficultés de logistique pour optimiser la qualité de nos entraînements. La Ville de Hyères nous aide beaucoup grâce à la mise à disposition de sa Base Nautique Municipale, le stockage de notre bateau, l'accès à la mise à l'eau et mise à disposition d'un emplacement au Port dans le second bassin. Cependant, l'accès à la Baie de Hyères ne nous permet pas en kite de s'entraîner là-bas, à cause des zones de départ kite qui ne sont pas accessibles par vent de secteur Ouest, vent dominant. C'est le même problème d'ailleurs à Marseille à ce jour.

Ce n'est donc pas pratique pour nous, et nous devons à chaque fois faire le tour pas la mer pour accéder à notre site d'entraînement : l'Almanarre.



PARTENAIRE
OFFICIEL



PARTENAIRE
FÉDÉRAL

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE VOILE

17, rue Henri Bocquillon 75015 Paris

Tél : 01 40 60 37 00 - Fax : 01 40 60 37 37 - www.ffvoile.fr

La Fédération Française de Voile est l'autorité nationale de la voile, membre de l'U.S.A.F., du C.N.O.S.F. Reconnue d'utilité publique par décret du 20/12/72

Ainsi, je me permets de vous demander par la présente l'autorisation de laisser notre bateau (VSR 5'8, appartenant à la FFVoile) au port de La Madrague, à Giens, géré par TPM. Pour le Pôle Espoirs, nous aurions besoin d'une place hors période scolaire du mardi au vendredi pour faciliter notre logistique. L'idéal serait d'avoir un poste attribué à l'année, afin de nous aider sur notre logistique, dans le cadre des entraînements de l'Équipe de France et du Pôle Espoirs Kitesurf de Hyères.

En espérant que ma demande sera acceptée, je vous adresse Monsieur, mes salutations distinguées, et reste à votre disposition pour tous suppléments d'informations.

Sportivement,

Ariane Imbert,
0603072443
Ariane.imbert@ffvoile.fr

Entraîneur National Kitefoil
Coordinatrice du Pôle Espoir Kitesurf de Hyères.





La présente autorisation a pour objet la mise à disposition d'un poste d'amarrage exclusivement destiné au stationnement du navire à flot, dont les caractéristiques sont mentionnées ci-après.

ARTICLE 1 : OBJET

Civilité Nom..... demeurant à *Adresse.....*, propriétaire du bateau «*Nom du bateau.....*», dont les caractéristiques sont détaillées à l'article 2, est autorisé à occuper l'emplacement N° indiqué par le bureau du port, qui se réserve le droit, en cas de nécessité, d'en modifier à tout instant la localisation **et d'en assurer en cas de besoin le déplacement.**

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU BATEAU

La présente autorisation d'occupation temporaire est délivrée pour l'amarrage du bateau « *Nom du bateau.....* », dont les caractéristiques sont les suivantes :

Immatriculation :	Type :
Longueur hors tout :	Largeur :
Tirant d'eau :	N° Francisation :
Assurance :	N ° de police :
Echéance :	
NOM - PRENOM du gardien local du bateau :	
Adresse	

ARTICLE 3 : DURÉE ET MONTANT DE LA REDEVANCE

La mise à disposition d'un poste d'amarrage est consentie, du *Dates de mise à disposition ...au ...*, à titre gratuit selon la décision du Président N° Numéro et date de la DP.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'AUTORITE PORTUAIRE

L'Autorité Portuaire, représentée par le bureau du port, assure à l'usager, la jouissance d'un emplacement permettant au navire répondant aux caractéristiques définies à l'article 2 de stationner dans le port de La Madrague de Giens. Toutefois, l'Autorité Portuaire se réserve le droit de modifier l'emplacement primitivement dévolu au cours de l'exécution du présent contrat (pour des raisons de sécurité, d'exécution de travaux d'aménagement ou d'entretien, ou de manifestations nautiques dans l'enceinte portuaire). Dans ce cas, l'Autorité Portuaire, représentée par le bureau du port, fournira à l'usager un autre emplacement susceptible d'accueillir le navire correspondant aux caractéristiques définies à l'article 2. Par ailleurs, l'Autorité Portuaire met à la disposition de l'usager les ouvrages nécessaires à l'amarrage de son navire.

Aucun gardiennage n'est assuré par l'Autorité Portuaire.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'USAGER

L'usager déclare accepter les conditions de la présente autorisation, et déclare avoir pris connaissance du Règlement Général de Police dans les Ports maritimes de commerce et de pêche instauré par le Décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, du Règlement Particulier de Police du port considéré et des règles générales de gestion applicables au port de La Madrague de Giens et s'y conformer.

5.1. Paiement de la redevance

Sans objet.

5.2. Entretien du navire et des ouvrages

Tout navire séjournant dans le port doit être en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité et disposer ainsi d'une totale autonomie. L'usager s'engage à installer des défenses molles en nombre et dimension suffisants, et à s'amarrer sur les organes d'amarrage prévus à cet effet.

L'utilisateur ne saurait se prévaloir de l'état des installations portuaires pour se soustraire en tout ou partie à l'exécution de ladite obligation. Si l'Autorité Portuaire venait à constater l'inexécution de cette obligation d'entretien, ainsi qu'un risque pour le navire et/ou pour la sécurité des usagers, celle-ci pourra également mettre en demeure l'utilisateur de procéder aux travaux nécessaires dans un délai fixé en fonction de l'urgence et des risques encourus.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, l'Autorité Portuaire sera habilitée à procéder à l'enlèvement du navire et à son stationnement sur terre-plein jusqu'à complète réalisation des travaux nécessaires à sa remise en état d'entretien et de flottabilité. Les dépenses générées par ces opérations d'enlèvement et de mise en demeure seront intégralement à la charge de l'utilisateur.

Après expiration de l'autorisation d'amarrage en cours, l'utilisateur qui n'aurait pas justifié avoir réalisé les travaux de remise en état d'entretien et de flottabilité et dont le navire se trouve toujours sur terre-plein, verra son autorisation immédiatement résiliée et se verra facturer des frais de stationnement sur terre-plein suivant la tarification applicable au titre de la nouvelle année civile débutant après expiration de son autorisation d'amarrage.

5.3. Obligation d'assurance

L'utilisateur doit justifier, par la délivrance de ses attestations d'assurance en cours de validité pour la durée de la présente, de sa couverture en matière de :

- ✓ Dommages causés aux ouvrages du port,
- ✓ Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès,
- ✓ Dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

L'utilisateur devra présenter, lors de la souscription et du renouvellement de la présente autorisation, tout document nécessaire à justifier de l'exécution de son obligation d'assurance.

5.4. Conditions d'utilisation du poste d'amarrage

L'utilisateur s'engage à n'occuper strictement que l'emplacement désigné par le bureau du port, cet emplacement ne peut être ni sous-loué, ni cédé. L'utilisateur s'interdit toute exploitation commerciale du poste d'amarrage qui lui est attribué, directement ou par personne interposée et ne peut permettre à des tiers d'utiliser son poste d'amarrage même à titre gratuit sauf autorisation expresse du bureau du port.

L'utilisateur doit effectuer auprès du bureau du port une déclaration écrite pour toute absence de plus de deux jours et signaler son retour quarante-huit heures avant sa date présumée de retour. Faute de quoi, au troisième jour d'absence, le bureau du port considérera le poste comme libéré et en disposera. Son titulaire n'en disposera qu'après sa libération par les soins du bureau du port. La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le navire de l'utilisateur, sont assurées par le bureau du port, au profit notamment d'utilisateurs de passage ou en escale.

L'utilisateur s'engage à ne pas nuire aux intérêts du port et à ceux des autres utilisateurs.

5.5. Transfert de propriété du navire

L'utilisateur s'engage à signaler immédiatement la vente de son navire à l'Autorité Portuaire. La vente du bateau sans remplacement de celui-ci, entraîne immédiatement la perte de cette mise à disposition d'amarrage. La vente du bateau, suivie d'une nouvelle acquisition, entraîne l'élaboration d'une nouvelle autorisation d'amarrage, sous réserve d'une information préalable du bureau du port sur ce changement et des possibilités d'accueil dans la catégorie du nouveau bateau, l'Autorité Portuaire ne pouvant garantir l'affectation de poste sur des catégories différentes.

Le droit d'utilisation du poste d'amarrage ne pourra être transmis accessoirement à la propriété du navire. Le nouveau propriétaire du navire, pour le cas où il désirerait bénéficier d'un poste d'amarrage annuel, devra s'inscrire sur la liste d'attente prévue à cet effet.

5.6. Utilisation du navire par des tiers

L'utilisateur s'engage à aviser par tout moyen le bureau du port de toute utilisation de son navire par des tiers. En aucun cas, la location du navire à des fins d'hébergement à quai, dans le port, n'est pas autorisée.

5.7. Obligation de gardiennage

L'utilisateur s'engage à assurer ou faire assurer le gardiennage de son bateau et la surveillance de ses amarres, notamment en cas de coups de vent annoncés, celles-ci devant être de dimension suffisante et correctement protégées contre le ragage. Il désigne en tête de la présente autorisation, la personne ou l'organisme ainsi que les moyens par lesquels cette personne ou cet organisme peuvent être joints en cas d'urgence.

L'Autorité Portuaire, considérant qu'une autorisation de mise à disposition d'un ouvrage ne vaut pas contrat de gardiennage :

- ✓ décline toute responsabilité pour tout vol et (ou) disparition du bateau ou d'objets se trouvant à bord,
- ✓ ne peut être tenu pour responsable de la bonne conservation du bateau dans son ensemble,
- ✓ décline toute garantie, vu l'état actuel des infrastructures portuaires, quant à la protection des postes d'amarrage.

ARTICLE 6 : NOUVELLE AUTORISATION

Toute autorisation d'amarrage est annuelle, valable pour l'année civile en cours, elle ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Toute demande pour l'année suivante doit obligatoirement faire l'objet d'un courrier, adressé à Métropole Toulon Provence Méditerranée – Direction des Ports – Bureau du Port de La Madrague de Giens - Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9, entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre de l'année en cours. Il stipulera les caractéristiques du bateau et, éventuellement, les projets de changement (vente, acquisition nouvelle).

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

La présente autorisation étant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, elle est susceptible d'être résiliée à tout moment par l'Autorité Portuaire.

L'usager pourra renoncer à la présente autorisation à tout moment par courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Direction des Ports – Bureau du Port de La Madrague de Giens - Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9.

En cas de fausses déclarations ou non-respect des clauses de ladite autorisation, l'Autorité Portuaire est fondée à :

- annuler la présente autorisation immédiatement et unilatéralement sans préavis ni indemnité par simple injonction écrite et motivée.
- exiger le départ immédiat du bateau.
- procéder au déplacement du bateau, aux frais, risques et périls du bénéficiaire, si dans un délai de trois jours après notification de la résiliation, ce dernier se maintient sur place.

Fait à Toulon, le
Par délégation pour **le Président**
Autorité Portuaire - Direction des Ports

Notifié à
Le
Signature du bénéficiaire :